



Groupe Banque TD

Présentation sur les résultats trimestriels pour le T1 2016

Le jeudi 25 février 2016

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015 (le rapport de gestion de 2015) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2016 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2015, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2015 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Bénéfice rajusté¹ de 2,2 G\$, en hausse de 6 % sur 12 mois

- Hausse du bénéfice net des Services de détail² de 9 % sur 12 mois, baisse du bénéfice net des Services bancaires de gros de 16 % sur 12 mois
- Incidence positive du bénéfice en dollars américains
- Augmentation de la provision pour pertes sur créances et du taux d'imposition

BPA rajusté de 1,18 \$, en hausse de 5 % sur 12 mois

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,9 %

Annonce d'une hausse du dividende de 0,04 \$, soit 8 %

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes connexes utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les PCGR et peuvent ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats du premier trimestre de 2016 et du rapport de gestion de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter et une conciliation des mesures non conformes aux PCGR. Au T1 2016, le bénéfice net comme présenté et le BPA comme présenté s'établissent à 2 223 M\$ et 1,17 \$, respectivement. Au T1 2016, le bénéfice net comme présenté a augmenté de 8 % sur 12 mois et le BPA comme présenté, de 7 % sur 12 mois.

2. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis – voir le communiqué de presse sur les résultats du T1 2016 et le rapport de gestion de la Banque.

Contexte difficile

- Chute des prix des produits de base
- Taux d'intérêt peu élevés
- Volatilité des marchés, augmentation de l'aversion au risque

Le modèle d'affaires de la TD est solide

- Maintien d'une qualité de crédit élevée
- Stratégie axée sur les services de détail éprouvée, solide bilan
- Importante source de bénéfice aux États-Unis

Capacité à continuer d'accroître le bénéfice

Faits saillants du T1 2016



Total pour la Banque (sur 12 mois)

BPA rajusté de 1,18 \$, en hausse de 5 %

Bénéfice net rajusté en hausse de 6 %

Produits rajustés en hausse de 12 %

- Hausse de 4 % hors change et acquisitions
- Croissance des volumes de prêts et de dépôts et hausse des honoraires pour les Services de détail

Charges rajustées en hausse de 12 %

- Hausse de 1 % hors change et acquisitions
- Nouveaux investissements financés par des gains de productivité

Secteurs (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en hausse de 4 %

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 20 %

Bénéfice des Services bancaires de gros en baisse de 16 %

Faits saillants financiers – M\$

Rajustés ¹	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Produits	8 564	8 096	7 614
Charges	4 579	4 480	4 092
Bénéfice net	2 247	2 177	2 123
BPA dilué (\$)	1,18	1,14	1,12

Comme présenté	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Produits	8 610	8 047	7 614
Charges	4 653	4 911	4 165
Bénéfice net	2 223	1 839	2 060
BPA dilué (\$)	1,17	0,96	1,09

Bénéfice par secteur – M\$

	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Services de détail² (rajusté)	2 264	2 142	2 074
<i>Services de détail (comme présenté)</i>	2 264	2 091	2 074
Services bancaires de gros	161	196	192
Siège social (rajusté)	(178)	(161)	(143)
<i>Siège social (comme présenté)</i>	(202)	(448)	(206)

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Pour de plus amples renseignements et un rapprochement, voir la diapositive 16.

2. Voir la note 2 à la diapositive 3.

Services de détail au Canada



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 4 %

Produits en hausse de 3 %

- Croissance des volumes de prêts de 20 G\$ ou 6 %
- Croissance des volumes de dépôts de 14 G\$ ou 5 %
- Hausse des actifs des activités de gestion de patrimoine² de 11 G\$ ou 2 %
- Hausse des produits tirés des comptes à honoraires

Marge d'intérêt nette de 2,80 %, en baisse de 4 pdb sur 3 mois

- Faiblesse des taux d'intérêt

PPC en hausse de 3 % sur 3 mois

- Hausse des recouvrements au trimestre précédent

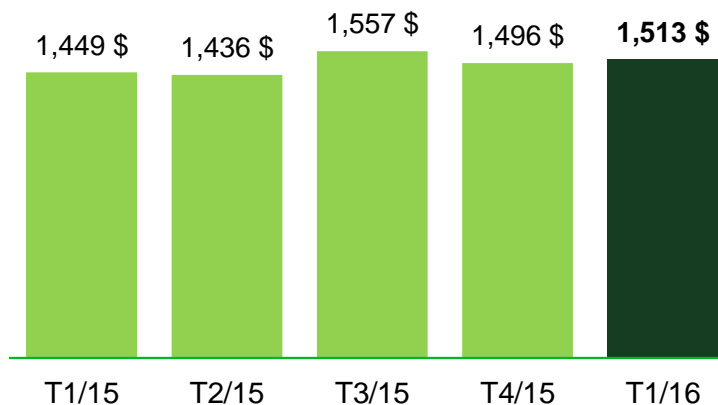
Croissance nulle des charges

- Les gains de productivité continuent de financer des investissements
- Ratio d'efficacité de 41,3 %

Profits et pertes – M\$

	T1 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	5 031	1 %	3 %
Réclamations d'assurance	655	3 %	-6 %
Produits après déduction des réclamations¹	4 376	0 %	4 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	228	3 %	20 %
Charges	2 079	-3 %	0 %
Bénéfice net	1 513	1 %	4 %
Rendement des capitaux propres	42,6 %		

Bénéfice – M\$



1. Les produits totaux (avant déduction des réclamations d'assurance) s'établissent à 4 899 M\$ et 4 997 M\$ pour le T1 2015 et le T4 2015, respectivement. Les réclamations d'assurance et les charges connexes sont de 699 M\$ et 637 M\$ pour le T1 2015 et le T4 2015, respectivement.

2. Les actifs des activités de gestion de patrimoine englobent les actifs administrés et les actifs gérés.

Services de détail aux États-Unis



Faits saillants en M\$ US (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 3 %

Produits en hausse de 5 %

- Croissance des volumes de prêts de 17 G\$ ou 15 %
- Croissance des volumes de dépôts de 11 G\$ ou 9 %
- Croissance généralisée des honoraires

Marge d'intérêt nette de 3,11 %, en hausse de 3 pdb sur 3 mois

PPC en hausse de 20 % sur 3 mois

- En raison notamment d'une augmentation de la provision
- Maintien d'une qualité du crédit élevée

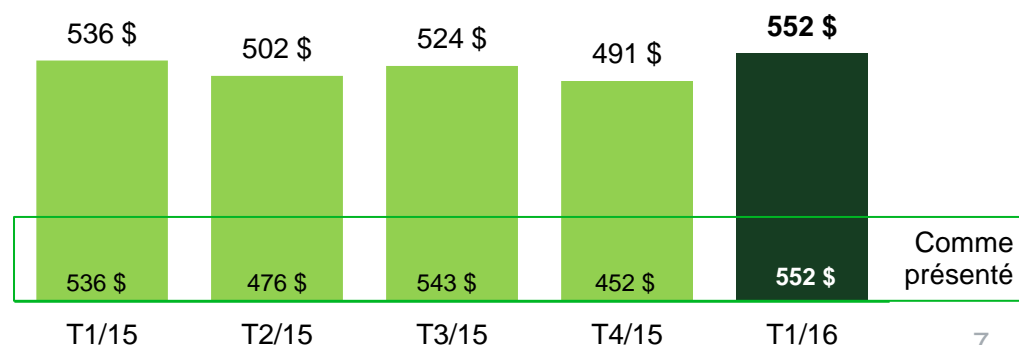
Charges en hausse de 1 %

- Hausse des volumes et des investissements à l'appui de la croissance des activités, contrebalancée par des gains de productivité

Profits et pertes – M\$ US (sauf indication contraire)

	T1 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle	T1 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
	Rajustés¹			Comme présenté		
Produits	1 747	3 %	5 %	1 747	7 %	5 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	160	20 %	70 %	160	20 %	70 %
Charges	1 022	-6 %	1 %	1 022	-7 %	1 %
Bénéfice net, Services de détail aux États-Unis	470	15 %	3 %	470	28 %	3 %
Quote-part du bénéfice net de TD AMTD	82	-2 %	4 %	82	-2 %	4 %
Bénéfice net	552	12 %	3 %	552	22 %	3 %
Bénéfice net (\$ CA)	751	16 %	20 %	751	26 %	20 %
Rendement des capitaux propres	8,7 %			8,7 %		

Bénéfice rajusté – M\$ US



Services bancaires de gros



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en baisse de 16 %

Produits en baisse de 7 %

- Contexte difficile pour les activités de négociation d'actions et diminution des profits sur valeurs mobilières
- Produits liés aux activités de négociation de 380 M\$

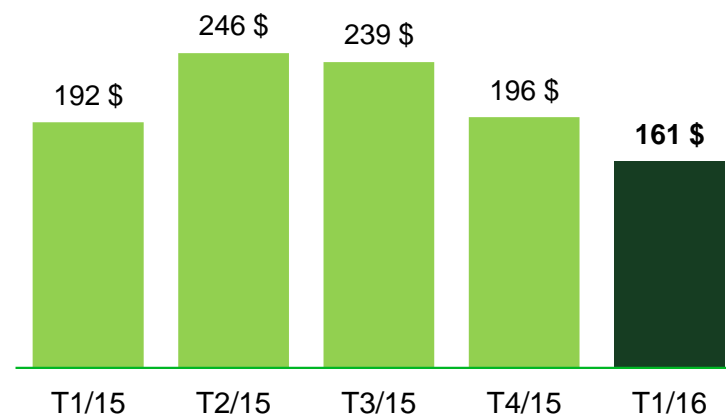
Charges en baisse de 1 %

- Diminution de la rémunération variable et des charges d'exploitation, compensée en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères

Profits et pertes – M\$

	T1 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	664	0 %	-7 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	12	-14 %	s. o.
Charges	429	10 %	-1 %
Bénéfice net	161	-18 %	-16 %
Rendement des capitaux propres	10,6 %		

Bénéfice – M\$



Faits saillants (sur 12 mois)

Perte ajustée en hausse de 35 M\$

- Investissements continus dans des projets d'entreprise et des projets liés à la réglementation
- Augmentation des provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées
- Facteurs compensés en partie par la hausse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie

Contexte

Le secteur Siège social comprend :

- Les charges du Siège social et tout autre élément non attribué aux secteurs d'exploitation
- Les activités de trésorerie nettes et de gestion des capitaux propres

Profits et pertes – M\$

	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Charges nettes du Siège social	(203)	\$ (192)	\$ (172)
Autres	(4)	2	2
Participations ne donnant pas le contrôle	29	29	27
Résultat net (rajusté)¹	(178)	\$ (161)	\$ (143)
<i>Résultat net comme présenté</i>	(202)	(448)	(206)

Capitaux propres et liquidité



Faits saillants

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,9 %

Ratio d'endettement de 3,7 %

Ratio de liquidité à court terme de 124 %

Rachat dans le cadre normal des activités de 9,5 millions d'actions ordinaires

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

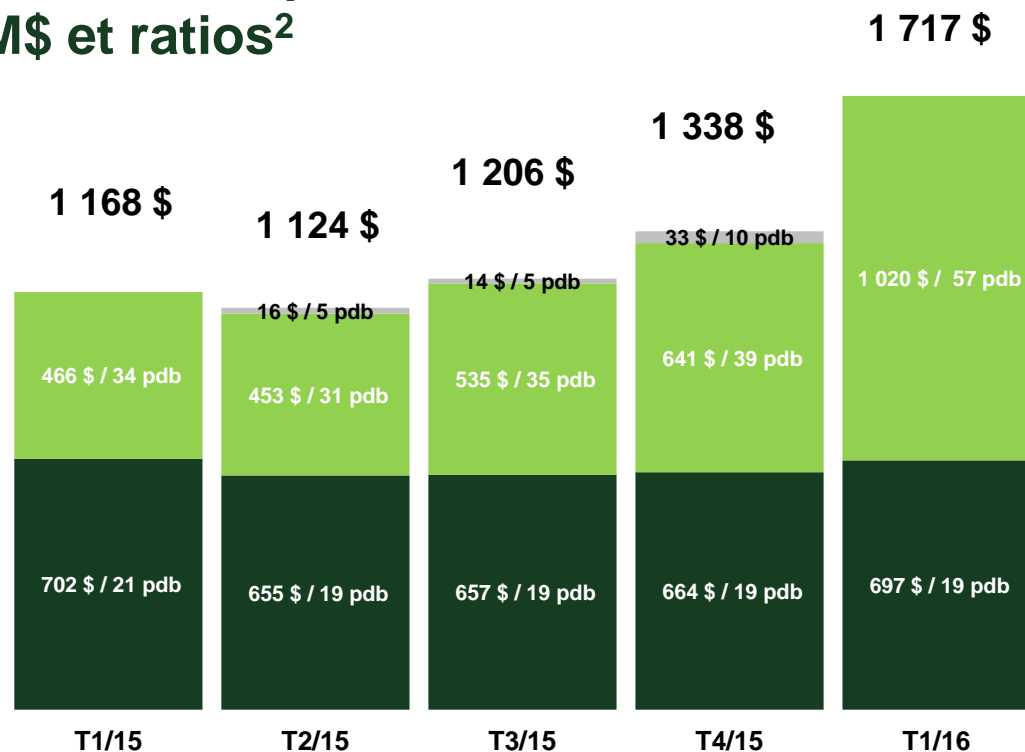
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T4 2015	9,9 %
Production de fonds propres à l'interne	32 pdb
Rachats d'actions ordinaires	(13) pdb
Pertes actuarielles sur les régimes d'avantages du personnel	(8) pdb
Pertes latentes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global	(6) pdb
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (hors change)	(4) pdb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T1 2016	9,9 %

1. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts dans le portefeuille des Services de détail au Canada ont été stables à 19 pdb au cours des 4 derniers trimestres.
- Formation de prêts douteux bruts nulle dans le portefeuille des Services bancaires de gros ce trimestre
- Hausse de 379 M\$ des formations de prêts douteux bruts aux États-Unis ce trimestre, dont :
 - 121 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - 151 M\$ en raison du renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement

	23	22	23	24	30	<i>pdb</i>
TD						
Homologues au Canada ⁴	14	13	15	13	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	19	19	18	17	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

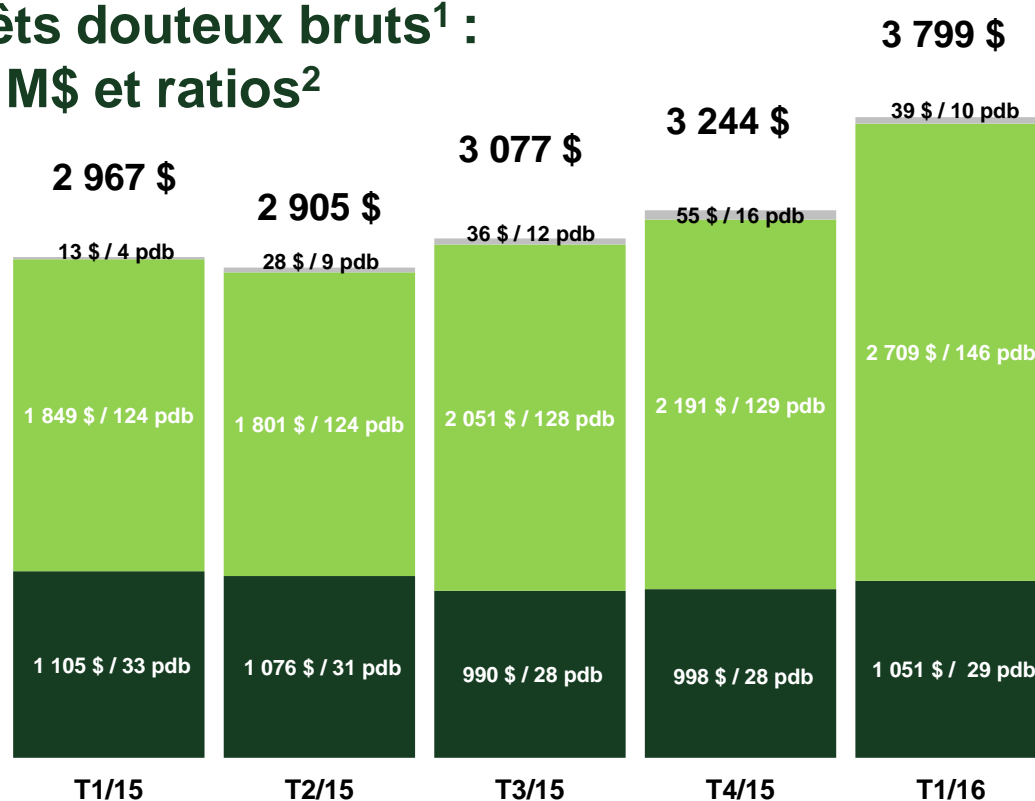
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille



Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les prêts douteux bruts au sein des portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros ont été stables au cours des 4 derniers trimestres.
- Hausse de 518 M\$ des prêts douteux bruts aux États-Unis, dont :
 - 260 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - 245 M\$ en raison du renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement
 - 90 % des LDCVD Héritage à intérêt seulement aux États-Unis sont douteuses actuellement
 - Les LDCVD douteuses font l'objet d'une provision adéquate.

	T1/15	T2/15	T3/15	T4/15	T1/16	
	57	56	57	58	65	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	68	65	67	63	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	127	122	116	109	N. d.	<i>pdb</i>

	Autres ³
	Portefeuille des Services bancaires de gros
	Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
	Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

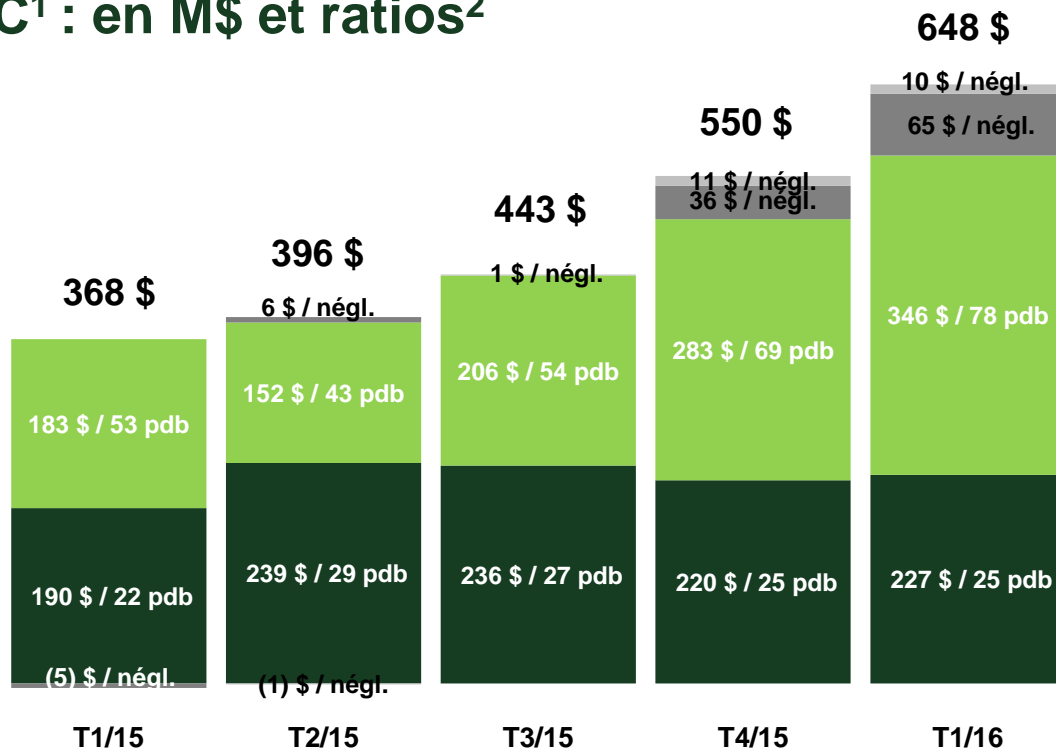
Négl. : négligeable

N. d. : Non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- La qualité du crédit des portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros demeure solide.
 - Taux de perte stable de 25 pdb
- Hausse de la provision de 65 M\$ en raison surtout de la croissance des volumes et d'une migration de crédit négative dans les expositions touchées par la chute des prix du pétrole
- Hausse de 63 M\$ pour le portefeuille des Services de détail aux É.-U.⁶, dont :
 - 28 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - Hausse de la provision pour les prêts sur cartes de crédit et les prêts commerciaux

	T1/15	T2/15	T3/15	T4/15	T1/16	
¹	29	32	33	40	45	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	28	29	28	28	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁷	54	47	48	65	N. d.	<i>pdb</i>

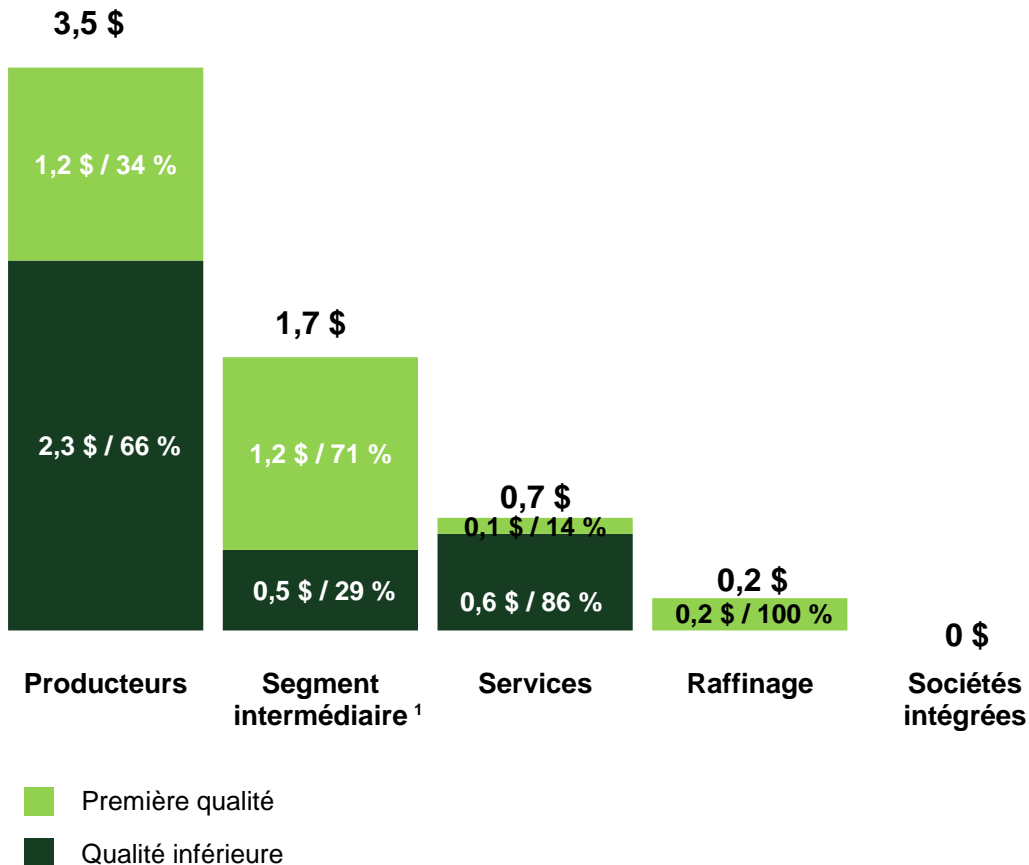
- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.⁶
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.
 2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
 3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.
 4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaut de crédit : T1 2016 (4) M\$ / T4 2015 (3) M\$.
 5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
 6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts sur cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T1 2016 120 M\$ / T4 2015 67 M\$ / T3 2015 47 M\$ / T2 2015 30 M\$ / T1 2015 70 M\$).
 7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz



Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G\$):



Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers représente moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
 - Aucun nouveau prêt douteux des Services bancaires de gros dans le secteur du pétrole et du gaz
 - 21 M\$ de prêts douteux des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires aux moyennes entreprises au cours du trimestre
 - L'augmentation de la provision des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros est surtout attribuable au secteur du pétrole et du gaz.
- En excluant le crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux petites entreprises dans les provinces touchées² représentent 2 % du total des prêts et des acceptations bruts.
 - La détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées par la chute des prix du pétrole demeure à l'intérieur des prévisions.

1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.
 2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.



Annexe

Bénéfices du T1 2016 : Éléments à noter



	M\$		BPA		
Bénéfice net et BPA (dilué) comme présentés	2 223 \$		1,17 \$		
Éléments à noter	Avant impôts (en M\$)	Après impôts (en M\$)	BPA	Secteur d'exploitation	Poste des produits / charges ³
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	74 \$	65 \$	0,03 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente	(46 \$)	(41 \$)	(0,02 \$)	Siège social	p. 9, ligne 10
Excluant les éléments à noter précités					
Bénéfice net et BPA (dilué) rajustés²	2 247 \$		1,18 \$		

1. Incluant la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles de 16 M\$, déduction faite des impôts, se rapportant à TD Ameritrade Holding Corporation. L'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte principalement à des acquisitions d'actifs et à des regroupements d'entreprises. L'amortissement des logiciels et des droits de gestion d'actifs est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter.

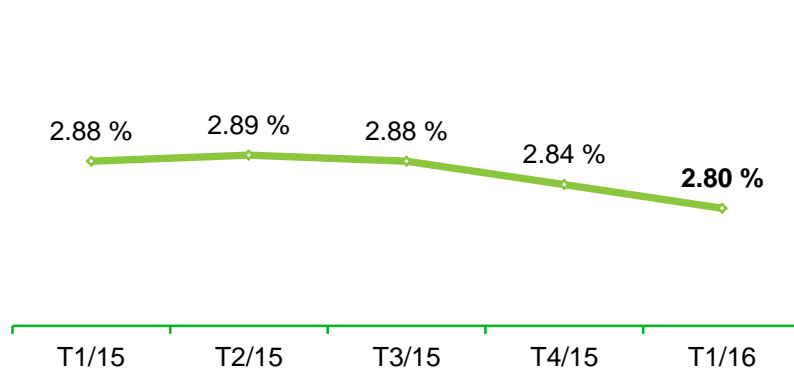
2. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

3. Cette colonne renvoie à certaines pages de la trousse Information financière supplémentaire du T1 2016 de la Banque, accessible sur notre site Web au www.td.com/francais/investisseurs.

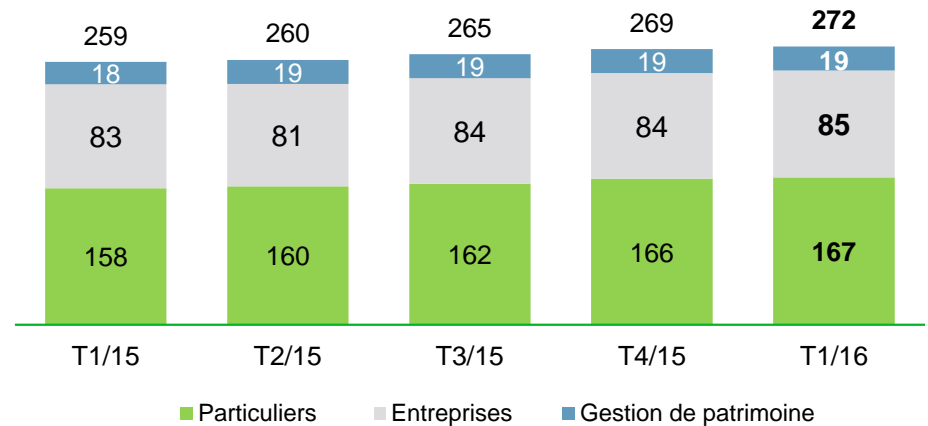
Services de détail au Canada



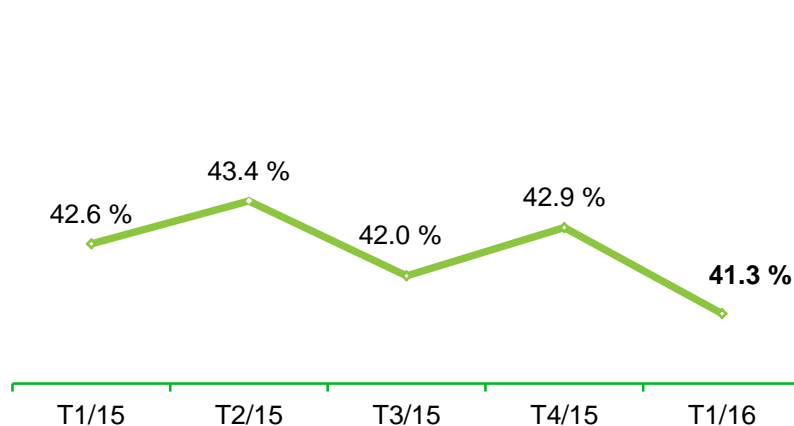
Marge d'intérêt nette



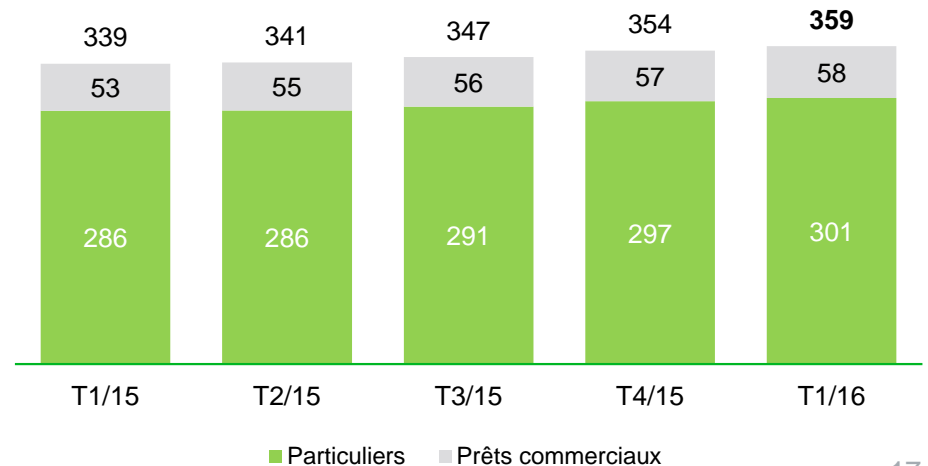
Moyenne des dépôts (en G\$)



Ratio d'efficacité



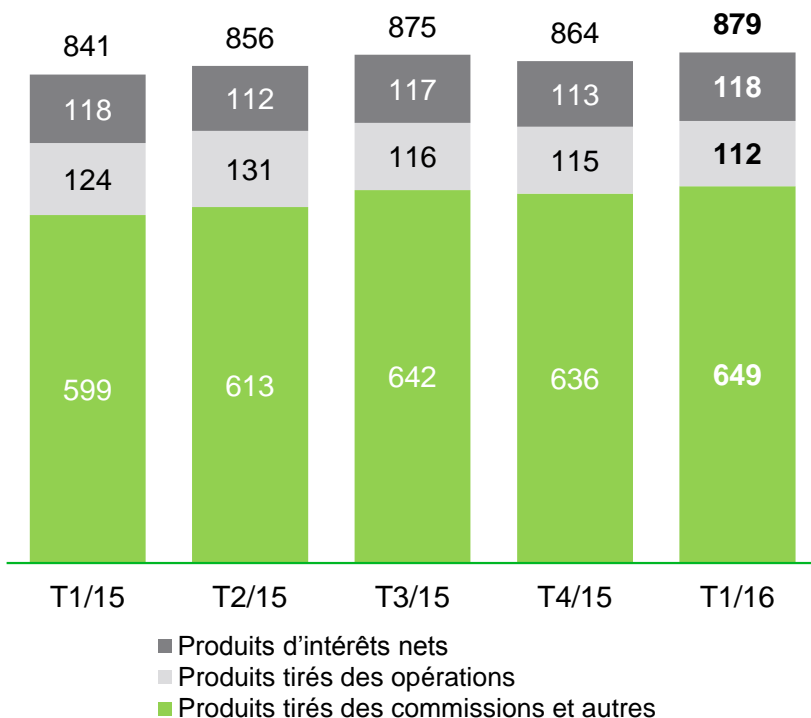
Moyenne des prêts (en G\$)



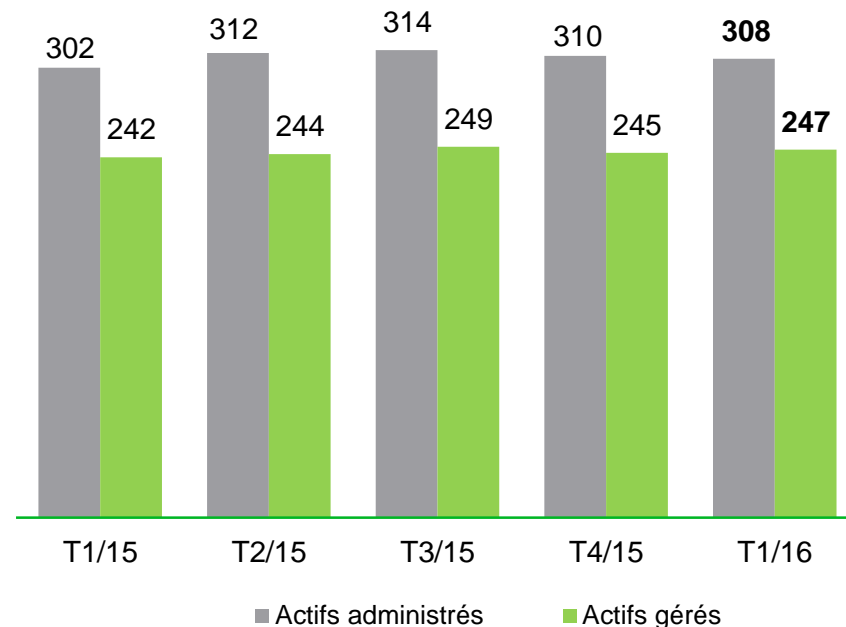
Gestion de patrimoine au Canada



Produits de Gestion de patrimoine (en M\$)



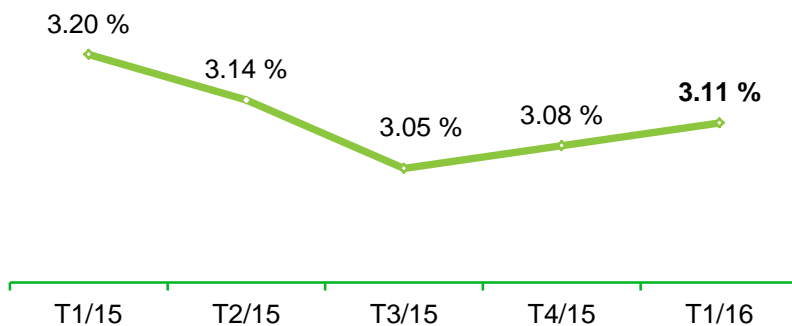
Actifs de Gestion de patrimoine (en G\$)



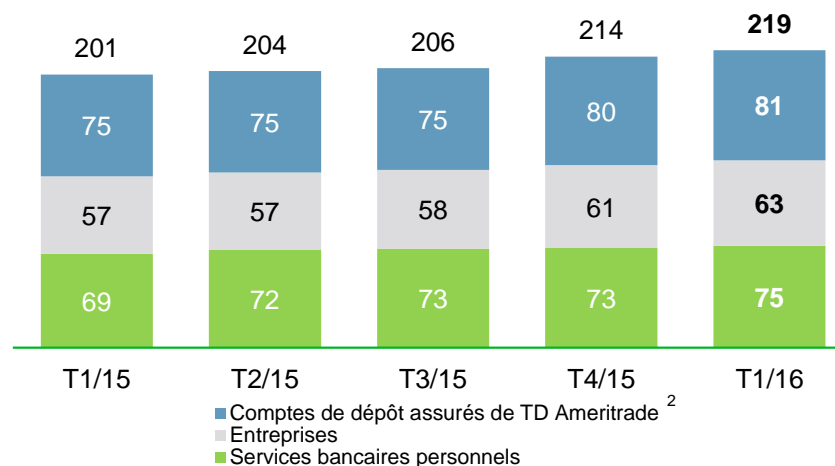
Services de détail aux États-Unis



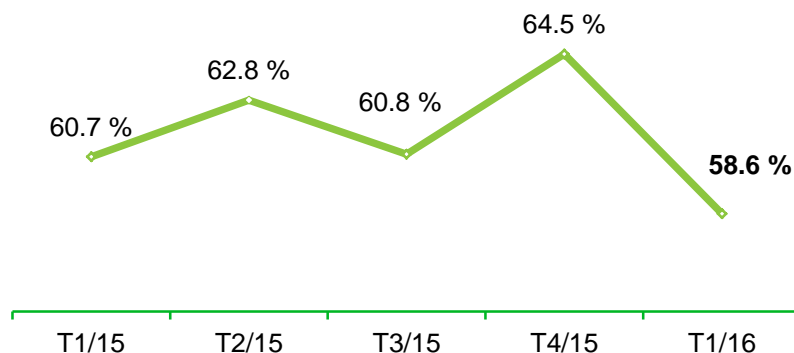
Marge d'intérêt nette



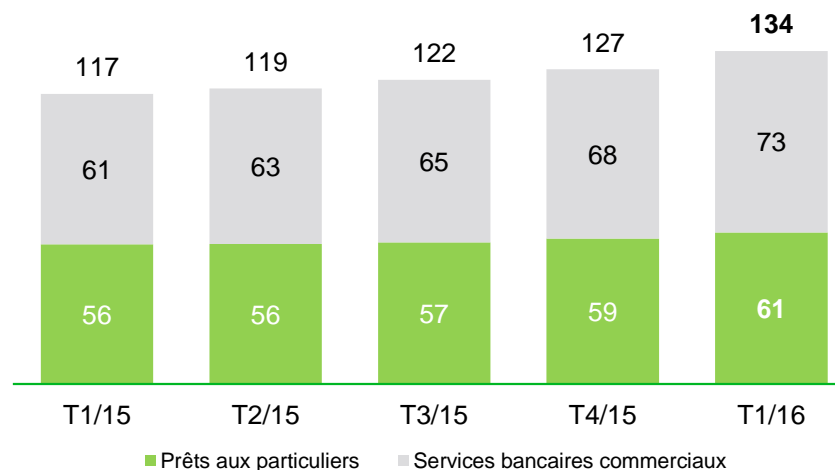
Moyenne des dépôts (en G\$ US)



Ratio d'efficacité rajusté¹



Moyenne des prêts (en G\$ US)

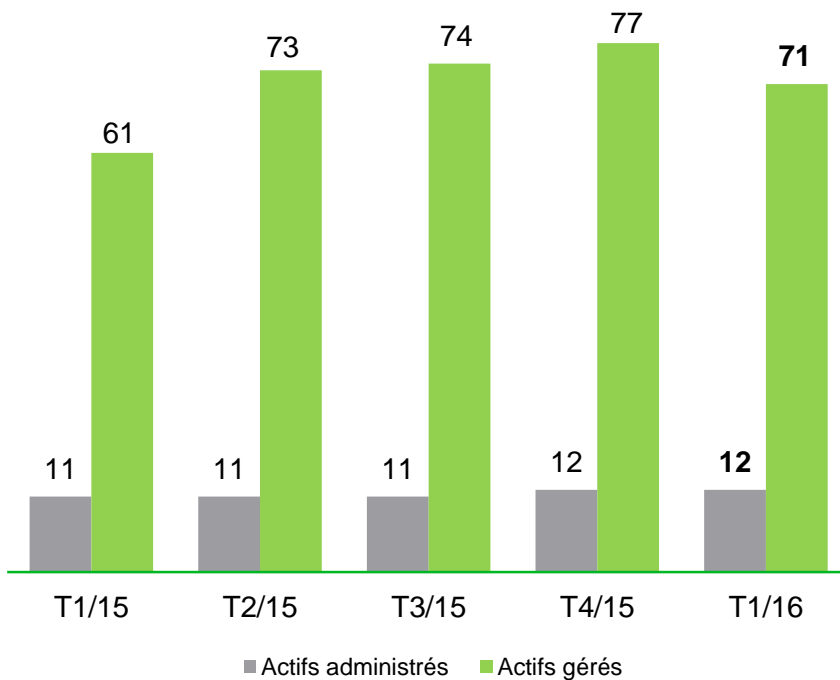


1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Les ratios d'efficacité comme présentés s'établissent à 65,3 %, 58,9 % et 67,1 % pour le T2 2015, le T3 2015 et le T4 2015, respectivement.
 2. Le ratio d'efficacité comme présenté est équivalent au ratio d'efficacité rajusté pour le T1 2015 et le T1 2016.

Gestion de patrimoine aux États-Unis



Actifs de Gestion de patrimoine (en G\$ US)



TD Ameritrade¹

Quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade revenant à la TD : 109 M\$ CA au T1 2016, en hausse de 21 % sur 12 mois, principalement en raison de ce qui suit :

- Conversion de change, augmentation des produits tirés des actifs et baisse des charges d'exploitation, contrebalancées en partie par la diminution des produits tirés des activités de négociation

Résultats de TD Ameritrade :

- Bénéfice net de 212 M\$ US au T1 2016, stable p/r à l'exercice précédent
- Nombre moyen d'opérations par jour : 438 000, en baisse de 4 % sur 12 mois
- Le total des actifs des clients s'est établi à 695 G\$ US, en hausse de 3 % sur 12 mois

1. La quote-part du bénéfice net en dollars US revenant à la TD correspond à l'apport en dollars CA du bénéfice net de TD Ameritrade au secteur Services de détail aux États-Unis, tel qu'il est indiqué dans les rapports aux actionnaires de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour les trimestres concernés, divisé par le taux de change moyen. Pour de plus amples renseignements, voir le communiqué de presse de TD Ameritrade, accessible au <http://www.amtd.com/newsroom/default.aspx>

Marché canadien de l'habitation



Portefeuille		T1 2016
Portefeuille de CGBI au Canada	Solde brut des prêts	247 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	55 %
	Ratio prêt-valeur (RPV) actuel des prêts hypothécaires non assurés ¹	59 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (prêts hypothécaires résidentiels)	Solde brut des prêts	32 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	65 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (LDCVD)	Solde brut des prêts	6 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	32 %

Thème	Position de la TD
Qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	<ul style="list-style-type: none"> RPV, cote de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés de grande hauteur	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour environ 1,6 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

1. Le RPV actuel correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.

Portefeuille de prêts bruts (y compris les acceptations bancaires)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T4 2015	T1 2016
Portefeuille des Services de détail au Canada	355,9 \$	359,2 \$
Prêts aux particuliers	298,6 \$	299,8 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	184,5	185,9
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	61,2	61,2
Prêts automobiles indirects	19,0	19,2
Lignes de crédit non garanties	9,6	9,6
Cartes de crédit	18,0	17,9
Autres prêts aux particuliers	6,3	6,0
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	57,3 \$	59,4 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G\$ US)	130,4 \$ US	132,6 \$ US
Prêts aux particuliers	59,7 \$ US	60,6 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,6	20,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	10,2	10,2
Prêts automobiles indirects	19,0	19,6
Cartes de crédit	9,3	9,9
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,5
Services bancaires commerciaux	70,7 \$ US	72,0 \$ US
Immobilier non résidentiel	13,9	14,8
Immobilier résidentiel	4,3	4,5
Commercial et industriel	52,5	52,7
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	40,0 \$	53,1 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en G\$ CA)	170,4 \$	185,7 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	33,7 \$	37,4 \$
Autres³	2,2 \$	3,0 \$
Total	562,2 \$	585,3 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Services bancaires personnels au Canada



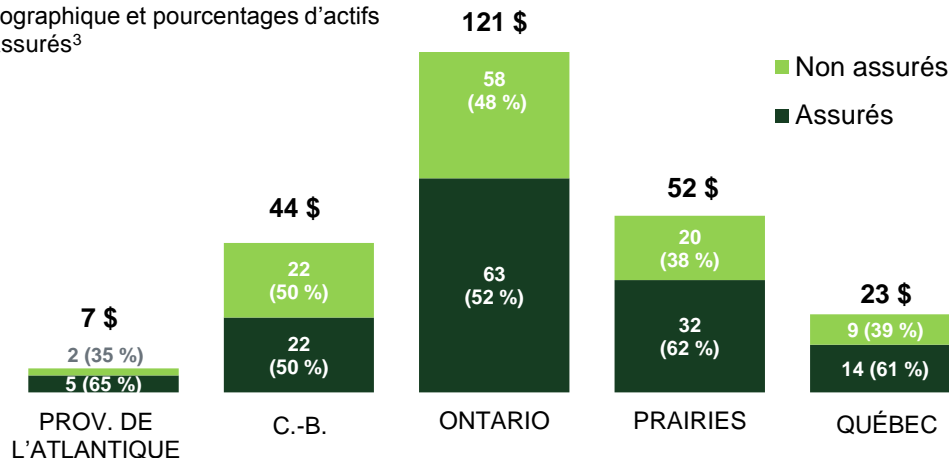
Services bancaires personnels au Canada ¹	T1 2016			
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	186	0,23 %	435	4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	61	0,28 %	174	(1)
Prêts automobiles indirects	19	0,28 %	53	63
Lignes de crédit non garanties	10	0,37 %	36	27
Cartes de crédit	18	0,88 %	157	118
Autres prêts aux particuliers	6	0,31 %	19	9
Total des Services bancaires personnels au Canada	300 \$	0,29 %	874 \$	220 \$
Variation par rapport au T4 2015	1 \$	0,01 %	46 \$	(2) \$

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada
 - Détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées par la chute des prix du pétrole, en grande partie contrebalancée par la solide performance ailleurs dans le pays

Portefeuille de CGBI (en G\$)

Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés³



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)³

T1 2016 ⁴	69	52	59	66	64
T4 2015 ⁴	66	58	58	66	65

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

4. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



T1 2016			
Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ¹ (en M\$)
Services bancaires commerciaux ³	60	177	8
Services bancaires de gros	37	39	10
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	97 \$	216 \$	18 \$
Variation par rapport au T4 2015	6 \$	(9) \$	10 \$
Répartition par secteur			
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision ² (en M\$)
Immobilier résidentiel	15,5	10	7
Immobilier non résidentiel	11,9	9	3
Services financiers	12,4	2	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	12,3	9	5
Pipelines, pétrole et gaz	6,1	86	34
Métaux et mines	2,0	9	0
Foresterie	0,6	0	0
Produits de consommation ⁴	3,8	33	20
Industriel / manufacturier ⁵	4,9	25	20
Agriculture	5,9	7	1
Automobile	4,7	3	2
Autres ⁶	16,7	23	15
Total	97	216 \$	107 \$

Faits saillants

- Les portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada continuent d'afficher de bons résultats

1. Comprend la provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

3. Comprendent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

4. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

5. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

6. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – Dollars US



T1 2016

Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	21	1,56 %	317	-6
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ³	10	8,68 %	881	11
Prêts automobiles indirects	19	0,65 %	128	27
Cartes de crédit	10	1,50 %	149	113
Autres prêts aux particuliers	0,5	1,09 %	6	19
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	61 \$	2,44 %	1 481 \$	164 \$
Variation par rapport au T4 2015 (\$ US)	1 \$	0,47 %	301 \$	32 \$
Opérations de change	24 \$	-	593 \$	63 \$
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	85 \$	2,44 %	2 074 \$	227 \$

Faits saillants

- Hausse des prêts douteux bruts attribuable au renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement
 - 90 % des LDCVD Héritage à intérêt seulement aux États-Unis douteuses actuellement
- Les LDCVD douteuses font l'objet d'une provision adéquate.

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour⁴

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	7 %	11 %	27 %	11 %
De 61 à 80 %	40 %	32 %	43 %	39 %
≤ 60 %	53 %	57 %	31 %	50 %
Cotes FICO actuelles > 700	87 %	89 %	83 %	86 %

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de novembre 2015. Cotes FICO mises à jour en décembre 2015.

5. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US / T2 2015 23 M\$ US / T1 2015 60 M\$ US).

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



T1 2016			
Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Immobilier commercial	19	152	-1
Immobilier non résidentiel	14	94	-2
Immobilier résidentiel	5	58	1
Commercial et industriel	53	301	3
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	72 \$	453 \$	2 \$
Variation par rapport au T4 15 (\$ US)	1 \$	(43) \$	(18) \$
Opérations de change	29 \$	182 \$	0 \$
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	101 \$	635 \$	2 \$

Faits saillants

- Solide croissance et bonne qualité soutenue du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)	Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,1	25	Santé et services sociaux	7,7	13
Services de détail	4,0	23	Services professionnels et autres	6,6	62
Appartements	3,8	40	Produits de consommation ³	4,9	64
Résidentiel à vendre	0,3	10	Industriel/manufacturier ⁴	6,8	63
Industriel	1,1	24	Gouvernement/secteur public	7,2	7
Hôtels	0,9	9	Services financiers	2,0	22
Terrains commerciaux	0,1	6	Automobile	2,4	10
Autres	3,9	14	Autres ⁵	15,0	62
Total Immobilier commercial	19 \$	152 \$	Total Commercial et industriel	53 \$	301 \$

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs



Award winner

Canada 2016

**Meilleures relations avec
les investisseurs par secteur :**
Services financiers

Meilleure gouvernance d'entreprise



Groupe Banque TD Présentation sur les résultats trimestriels pour le T1 2016

Le jeudi 25 février 2016